

« Contre toutes les expulsions ! »

Nous l'avons placardé partout dans le quartier après l'expulsion d'une maison occupée rue Olivier Métra dont les habitants ont été conduits au poste. C'est le mot d'ordre que nous avons diffusé lorsque qu'une autre maison du quartier était menacée. Nous avons à cette occasion rencontré des personnes qui nous ont fait part de leurs problèmes de logement, et de leur désir de lutter contre cette situation.

Les problèmes de logement ne viennent jamais seuls, ce n'est qu'un bout du problème : ceux qui lèvent à trouver un toit sont aussi ceux qui galèrent à se nourrir, se vêtir, moisissent au chômage ou dans des boulots sous-payés. Qu'il y ait suffisamment de logements ou non, pour les pauvres il n'y en a jamais assez. Les spéculateurs immobiliers, mairies et bailleurs sociaux inclus, profitent de cette pénurie et ont intérêt à ce que perdure la concurrence de tous contre tous. Alors qu'il y a suffisamment de logements, les propriétaires n'hésitent pas à en laisser vide une grande partie, à les faire surveiller par des armées de vigiles pour que les loyers maintiennent leurs niveaux élevés, inaccessibles. Une partie des pauvres se retrouve par miracle dans la portion qui leur est réservée dans les hlm, une grande majorité n'a d'autre choix que de s'éloigner toujours plus de Paris.

Dans cette configuration, les expulsions permettent de trancher définitivement en faveur de l'ordre imposé par la propriété. La loi du propriétaire prime plus que toute nécessité vitale, et pour elle des dizaines de milliers de personnes peuvent crever à petit feu dans la rue. On pourrait croire que les décisions quotidiennes d'expulsions sont une multitude de cas particuliers mais c'est toujours le même processus à l'œuvre. Augmentation des loyers et rénovation à tout crin font qu'il est toujours plus difficile de payer son loyer à temps. Faire disparaître ceux qui n'y arrivent plus permet alors de détruire ce qu'il restait d'ingouvernable dans les quartiers, recoins et parcs. La ville devient une vitrine où tout peut se voir et s'observer.

Lors d'une expulsion, on se sent seul face à l'huissier, le juge et la police. La mascarade du procès nous donne l'impression que tout cela ne nous concerne que personnellement, puis la police débarque tôt le matin, au moment où personne n'est là pour la voir, afin de chasser les plus tenaces. Tout est fait pour casser les gestes de solidarités, pour qu'on oublie qu'il s'agit d'un problème des plus communs.

Être mal-logé n'est pas qu'une affaire technique qui pourrait se comptabiliser en nombre de toits disponibles, de personnes par chambres, de prix au mètre carré. C'est aussi l'idée de ne pouvoir choisir soi-même le territoire, le bout de quartier, les personnes avec lesquelles on vit, partage un quotidien. Être mal-logé c'est un état d'isolement, de fragilité où tout est rendu individuel. C'est ne trouver personne avec qui parler de ses problèmes, n'avoir aucun lieu où se réunir, se retrouver. Face à cela nous avons entamé un processus de résistance, occupé collectivement des logements, nous les avons rendus habitables selon nos besoins et nos fantaisies, trouvé des armes juridiques et effectives afin de défendre ces espaces et les possibilités qu'ils libèrent.

Dans l'anonymat des procédures, il est plus que nécessaire de se retrouver pour s'organiser contre les expulsions. De créer, d'opposer des gestes de résistance à cette machine étatique dont nous ne voulons surtout pas être la solution alternative. Les solutions affichées par l'État ne font que masquer et aggraver le problème. En luttant contre les expulsions nous ne voulons pas pousser l'État à respecter ses obligations en matière de logement ou suppléer à ses défaillances mais bien trouver des moyens collectifs de nous réapproprier la « question du logement ».

On veut nous faire patienter passivement jusqu'aux prochaines élections alors que dans d'autres lieux, dans d'autres pays, comme en Grèce ou à Madrid, une partie de la population a commencé à se réunir pour poser publiquement ces problèmes et s'organiser pour y faire face. Dans tel quartier une assemblée décide d'empêcher les expulsions, dans telle ville, presque plus personne ne paye l'électricité....

Assemblée pour lutter contre les expulsions
Lundi 28 novembre - 18h30
194 rue des pyrénées - métro Gambetta